



# VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".  
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 212 Mars – Avril 2007

Bulletin de liaison bimestriel du MIL

## XVII<sup>ème</sup> convention nationale du MIL

# 2007 : VAINCRE LA GAUCHE

Le samedi 24 et le dimanche 25 février 2007, le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) a tenu sa XVII<sup>ème</sup> Convention nationale à La Plaine Saint-Denis. Cette manifestation a réuni plus de 400 cadres du MIL représentant les délégations de toute la France, y compris la France d'Outre-mer et de l'étranger.

Sous la présidence d'honneur de Raoul BETEILLE, président du MIL, ancien député, conseiller honoraire à la Cour de cassation, et sous la présidence effective de Georges FLI COURT, vice-président du MIL, les travaux ont débuté par une intervention de Jacques GODFRAIN, ancien ministre, député-maire de Millau, qui a mis en évidence la vision de droite de l'aménagement du territoire ; Jacques MYARD, député des Yvelines, a rappelé la nécessité de refuser l'immigration subie ; Damien MESLOT, député du Territoire de Belfort, s'appuyant sur son expérience, a conclu la matinée en démontrant que le combat contre la gauche se gagne avant tout sur le terrain .

Patrick OLLIER, président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire de l'Assemblée nationale, a ouvert la seconde partie de cette XVII<sup>ème</sup> Convention nationale par une présentation du bilan de la législature qui sera un tremplin pour l'avenir ; Pierre MONZANI, directeur de l'INHES, a vigoureusement rappelé que la sécurité était la première des libertés ; le recteur Christian LABROUSSE, professeur des universités, vice-président du MIL, a rappelé quelques vérités sur l'économie ; Xavier BERTRAND, ministre de la santé et des solidarités, a conclu la seconde partie de cette XVII<sup>ème</sup> Convention nationale par une mise en garde : la gauche c'est la mort des réformes.

Ouvrant la troisième partie, Roger KAROUTCHI, sénateur des Hauts-de-Seine, a insisté sur le rôle primordial de l'action militante dans la perspective des élections à venir ; Jacques ROUGEOT, professeur émérite des universités, a mis en évidence le fait que 2007 est une année cruciale pour la France ; Eric RAOULT, ancien ministre, vice-président de l'Assemblée nationale, a dressé un bilan de l'état des banlieues en cette année 2007 ; Brice HORTEFEUX, ministre délégué aux collectivités territoriales, représentant de Nicolas SARKOZY, ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, président de l'U.M.P, a conclu la première journée par un appel fort à la mobilisation de tous pour que l'équipe France soit victorieuse.

D'autres personnalités avaient accepté d'intervenir : Bernard ACCOYER, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale ; Thierry MARIANI, député du Vaucluse ; Robert PANDRAUD, ancien ministre, député de la Seine-Saint-Denis ; Armel PÉCHEUL, avocat, professeur des universités. Ils ont été empêchés au dernier moment pour des raisons impérieuses et ils nous ont faits savoir qu'ils le regrettaient vivement.

De nombreuses personnalités ont honoré de leur présence cette XVII<sup>ème</sup> Convention nationale du Mouvement Initiative et Liberté (MIL), qui a permis aux cadres du mouvement et aux personnalités présentes de tirer les leçons du passé et de définir les orientations pour l'année 2007. Tous ont exprimé, à nouveau, leur attachement aux valeurs gaullistes, civiques et patriotiques, ciment permanent de la nation française. Ils ont, dans cet esprit, réaffirmé leur fidélité au président de la République, Jacques CHI RAC et leur entier soutien à Nicolas SARKOZY.

Communiqué de presse du 25 février 2007

# DÉCLARATION TÉLÉVISÉE DE M. JACQUES CHIRAC, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Ce soir, c'est avec au cœur l'amour et la fierté de la France que je me présente devant vous.

La France est une Nation ardente et indépendante. La France, c'est une Nation engagée pour la justice et pour la paix. C'est une voix qui s'élève au-dessus des intérêts particuliers.

La France, mes chers compatriotes, je l'aime passionnément. J'ai mis tout mon cœur, toute mon énergie, toute ma force, à son service, à votre service. Servir la France, servir la paix, c'est l'engagement de toute ma vie.

J'aurais voulu, bien sûr, bousculer davantage les conservatismes et les égoïsmes, pour répondre plus vite aux difficultés que connaissent certains d'entre vous. Mais je suis fier du travail que nous avons accompli ensemble. Fier d'avoir restauré avec vous des valeurs républicaines essentielles, comme le principe de laïcité. Fier d'avoir conduit des réformes importantes, pour garantir nos retraites ou mieux aider les personnes âgées dépendantes et les personnes handicapées. Fier d'avoir combattu sans relâche l'insécurité et fait reculer la délinquance. Fier de voir les Françaises et les Français engagés sur les chemins de l'innovation et de l'avenir. Fier surtout d'avoir montré que, contre le chômage, il n'y avait pas de fatalité. Même s'il faut aller beaucoup plus loin, le chômage est au plus bas depuis un quart de siècle. La France tient son rang. La France affirme sa place dans le monde.

Tout cela, c'est grâce à vous, grâce à votre talent, grâce à votre créativité. Grâce aussi, et je le mesure bien, aux efforts considérables que vous avez consentis.

Au terme du mandat que vous m'avez confié, le moment sera venu pour moi de vous servir autrement. Je ne solliciterai pas vos suffrages pour un nouveau mandat. D'une manière différente, mais avec un enthousiasme intact et la même passion d'agir pour vous, je continuerai à mener les combats qui sont les nôtres, les combats de toute ma vie, pour la justice, pour le progrès, pour la paix, pour la grandeur de la France.

S'agissant des échéances électorales, j'aurai l'occasion d'exprimer mes choix per-

sonnels. Mais ce soir, et au nom de la confiance que vous m'avez témoignée, je voudrais vous adresser plusieurs messages.

D'abord, ne composez jamais avec l'extrémisme, le racisme, l'antisémitisme ou le rejet de l'autre. Dans notre histoire, l'extrémisme a déjà failli nous conduire à l'abîme. C'est un poison. Il divise. Il pervertit, il détruit. Tout dans l'âme de la France dit non à l'extrémisme.

Le vrai combat de la France, le beau combat de la France, c'est celui de l'unité, c'est celui de la cohésion. Oui, nos valeurs ont un sens ! Oui, la France est riche de sa diversité ! Oui, l'honneur de la politique, c'est d'agir d'abord pour l'égalité des chances ! C'est de permettre à chacun, à chaque jeune, d'avoir sa chance. Ce combat, malgré tous les obstacles, et même si je mesure le chemin qui reste à parcourir, il est désormais bien engagé. Il doit nous unir dans la durée. C'est l'une des clés de notre avenir.

Mon deuxième message, c'est que vous devez toujours croire en vous et en la France. Nous avons tant d'atouts. Nous ne devons pas craindre les évolutions du monde. Ce nouveau monde, il faut le prendre à bras-le-corps. Il faut continuer à y imprimer notre marque. Et il faut le faire sans jamais brader notre modèle français. Ce modèle, il nous ressemble. Et surtout il est profondément adapté au monde d'aujourd'hui, si bien sûr, nous savons le moderniser en permanence.

Nous devons poursuivre résolument dans la voie de la réforme, en faisant toujours le choix du travail, de l'innovation et de l'esprit d'entreprise.

Mon troisième message c'est l'Europe.

Lors du référendum, vous avez exprimé vos doutes, vos inquiétudes, vos attentes. Il est vital de poursuivre la construction européenne. Les nationalismes qui ont fait tant de mal à notre continent peuvent renaître à tout moment. Et ce n'est pas seul que nous ferons face aux bouleversements économiques du monde. La France doit affirmer l'exigence d'une Europe puissance. D'une Europe politique. D'une Europe qui garantisse notre modèle social. C'est notre avenir qui

est en jeu. Portons toujours cet idéal et cette volonté.

Mon quatrième message, c'est que la France n'est pas un pays comme les autres. Elle a des responsabilités particulières, héritées de son histoire et des valeurs universelles qu'elle a contribué à forger. Ainsi, face au risque d'un choc des civilisations, face à la montée des extrémismes notamment religieux, la France doit défendre la tolérance, le dialogue et le respect entre les hommes et entre les cultures. L'enjeu : c'est la paix, c'est la sécurité du monde.

De même, il serait immoral et dangereux de laisser, sous l'effet d'un libéralisme sans frein, se creuser le fossé entre une partie du monde de plus en plus riche et des milliards d'hommes, de femmes et d'enfants abandonnés à la misère et au désespoir. Le devoir de la France, c'est de peser de tout son poids pour que l'économie mondiale intègre la nécessité du développement pour tous.

Enfin, il y a la révolution écologique qui s'engage. Si nous ne parvenons pas à concilier les besoins de croissance de l'humanité et la souffrance d'une planète à bout de souffle, nous courons à la catastrophe. C'est une révolution dans nos esprits tout autant qu'à l'échelle mondiale qu'il faut mener. Pour concevoir un nouveau mode de relation avec la nature et inventer une autre croissance. Avec sa recherche, avec ses entreprises, avec son agriculture, avec l'avance qu'elle a prise dans le nucléaire et les choix résolus qu'elle a faits dans les énergies renouvelables, la France a tous les atouts pour relever ce défi majeur du XXIe siècle.

Vous l'imaginez, c'est avec beaucoup d'émotion que je m'adresse à vous ce soir. Pas un instant, vous n'avez cessé d'habiter mon cœur et mon esprit. Pas une minute, je n'ai cessé d'agir pour servir cette France magnifique. Cette France que j'aime autant que je vous aime. Cette France riche de sa jeunesse, forte de son histoire, de sa diversité, assoiffée de justice et d'envie d'agir. Cette France qui, croyez-moi, n'a pas fini d'étonner le monde.

Vive la République ! Vive la France !

Palais de l'Élysée, le dimanche 11 mars 2007

## JACQUES CHIRAC SOUTIEN NICOLAS SARKOZY

Voici l'intégralité de la déclaration de Jacques Chirac concernant Nicolas Sarkozy, enregistrée le 21 mars 2007 dans le jardin d'hiver de l'Élysée :

« Avec le Premier ministre, j'ai reçu ce matin le ministre d'État, ministre de l'Intérieur. Nicolas Sarkozy nous a fait part de son souhait de quitter le gouvernement lundi prochain, et ceci pour se consacrer pleinement à la campagne électorale. Je l'ai accepté. Cet entretien a été pour nous, pour

le Premier ministre et pour moi, l'occasion de saluer son travail, son engagement, ses résultats au ministère de l'Intérieur. S'agissant de mes choix personnels, les choses sont simples. Il y a cinq ans, j'ai voulu la création de l'UMP, et ceci pour permettre à la France de conduire une politique

rigoureuse de modernisation dans la durée. Dans sa diversité, cette formation politique a choisi de soutenir la candidature de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle, et ceci en raison de ses qualités. C'est donc tout naturellement que je lui apporterai mon vote et mon soutien ».

# RASSEMBLER SOUS UNE MÊME AMBITION L'IMMIGRATION ET L'IDENTITÉ NATIONALE

Interview de Nicolas Sarkozy, Président de l'UMP, au Journal de 20 heures de TF1 le Mercredi 14 mars 2007.

PATRICK POIVRE D'ARVOR : Nicolas SARKOZY, le sujet qui fait débat c'est cette proposition que vous avez lancée sur un nouveau ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale. Pourquoi ne pas l'avoir appelé "Immigration et co-développement" comme certains vous l'ont suggéré ou "Immigration et citoyenneté" comme les Canadiens le font, par exemple ?

NICOLAS SARKOZY : Bon, enfin écoutez, ça c'est des expressions; qu'est-ce qui compte en vérité ? Est-ce qu'on se rend compte de ce qui se passe ? Jean-Marie LE PEN au deuxième tour de la présidentielle de 2002. Des Français qui souhaitent qu'on parle des problèmes qui les concernent ; un Français sur deux qui ne vote pas. La France qui a créé l'Union européenne, 55% de non au référendum et on vient me dire quoi ? Ah! tu sais, Nicolas, il ne faut pas parler trop fort. Il ne faut pas faire de propositions, il faut ne penser rien et ne proposer rien. Et je dis : eh bien, non, je ne suis pas d'accord. L'immigration c'est un grand sujet. La France est un pays qui s'est construit par l'ouverture ; je veux que la France reste ouverte, accueillante et généreuse. Je veux que tous ceux qui aiment la France et respectent la France soit accueillis chez nous. Et je dis une chose : nous avons un socle de valeurs : la laïcité, la séparation du temporel et du spirituel, l'égalité entre la femme et l'homme, qu'on ne bradera pas. Si vous n'expliquez pas à ceux qui vont nous rejoindre, les immigrés, qu'il y a des valeurs que nous ne négocierons pas, qui s'appellent l'identité de la France, comment voulez-vous qu'ils s'intègrent ?

PPA : En tant que ministre de l'Intérieur, vous avez fait voter plusieurs lois sur l'immigration. Pourquoi est-ce que vous ne l'aviez pas proposé avant ?

NS : J'aimerais qu'on puisse dire : "j'aime la France", sans être nationaliste. J'aimerais qu'on puisse parler de l'immigration sans être traité de raciste. J'aimerais qu'on puisse dire que le rôle de l'Etat est de protéger sans être traité de protectionniste. On ne peut plus rien dire sur rien. Alors deuxième

point, je veux qu'on maîtrise l'immigration.

L'immigration c'est un sujet de la campagne. Pourquoi ? Parce que l'immigration d'aujourd'hui, c'est la France dans trente ans. Bien sûr qu'il faut faire une place à ceux qui nous rejoignent ; mais je dis une chose : c'est que je veux réformer assez profondément les conditions du regroupement familial en France. PPA : Alors, pour beaucoup de vos adversaires, ça veut dire que vous "droitisez" un peu votre discours et que ce n'est plus très utile puisque ça y est, Jean-Marie LE PEN a assez de voix.

NS : Mais ça n'a rien à voir avec la droite ; il y a tout un tas de gens qui votent à gauche et qui considèrent qu'il faut maîtriser l'immigration. Je dis les choses. Quand on veut faire venir sa famille en France, il est normal qu'on exige de celui qui veut faire venir sa famille qu'il ait un logement pour la loger, pour arrêter le scandale des squats. Qu'il ait un revenu de son travail et pas des allocations sociales, pour la faire vivre. Et j'ai proposé que de surcroît, ceux qui vont rejoindre le membre de la famille en France, apprennent le français avant de venir sur notre territoire. Expliquez-moi un peu comment on peut s'intégrer si on ne parle pas la langue ? Mais dire ça, ce n'est pas une question de droite ou de gauche ; c'est simplement une question de bon sens. Toutes les démocraties dans le monde le font. Alors, qu'est-ce qu'on me dit en face ? On me dit : ah, ce n'est pas bien, il ne fallait pas parler de ça. Pourquoi ! Alors, à quoi ça sert la France et l'élection présidentielle, si on ne parle pas de ce qu'est l'identité nationale. Je suis candidat à la présidence de la République française ; je veux parler de la France. La France, ce n'est pas une ethnie, ce n'est pas une race ; la France est une communauté de valeurs. Mais il est parfaitement normal que je dise à ceux qui veulent nous rejoindre : bienvenue, mais aimez la France.

PPA : Mais les plus modérés de vos adversaires. Ils vous disent simplement : est-ce que c'était bien utile de créer un ministère pour cela.

NS : Sur les quinze pays de l'Union avant l'élargissement, il y en a quatorze qui ont un ministère de l'immigration, un seul qui n'en a pas, c'est nous. Depuis trente ans, qui ne voit qu'à force de ne pas parler de ce sujet, on le laisse aux extrémistes. La meilleure façon de répondre aux provocations de Jean-Marie LE PEN, pour faire revenir une partie de ces électeurs qui se sont laissés abuser, vers le camp républicain, c'est de bouger, c'est de parler. Moi, au fond, qu'est-ce que je pense ? C'est que la France a des problèmes. Je suis le candidat qui veut apporter des réponses aux problèmes des Français. Il y a un gigantesque problème de pouvoir d'achat. Je veux que la France, on puisse travailler davantage pour gagner davantage. Il y a un gigantesque problème d'endettement ; eh bien je dis : voilà, il faut faire des économies, notamment sur les effectifs dans la fonction publique. Ce n'est pas parce que je n'aime pas les fonctionnaires. Je dis simplement : comment voulez-vous qu'on réduise l'endettement de la France si, sur 45% du budget, on dit : c'est impossible de faire des économies. Je veux dire aux Français que le plein emploi que connaissent tant d'autres pays à travers le monde, c'est possible, pour peu qu'on vous laisse travailler. Je veux dire aux Français qu'améliorer les petites retraites, c'est possible. Pour peu qu'on fasse la réforme des régimes spéciaux de retraite. Ce n'est pas normal qu'on cotise tous 40 ans et que certains cotisent 37,5 ans. Ce n'est insulter personne que de dire ça. Moi qu'est-ce que je veux, au fond ? C'est profiter de cette campagne pour dire aux Français : voilà, il y a des problèmes en France ; il faut les résoudre ; j'ai des solutions pour les résoudre, j'ai l'énergie pour les résoudre, peut-être même ai-je l'expérience. Eh bien, je vous propose de faire le plein emploi ; de donner davantage de pouvoir d'achat, de libérer les forces de la création.

PPA : Alors, puisque vous parlez d'expérience et de pouvoir d'achat, dans la mesure où vous êtes passé à Bercy, est-ce que vous pouvez nous dire, sept ans après le passage à l'euro, que finalement les Français se sont

fait avoir dans cette histoire ? Que visiblement on leur a retiré un peu de leur pouvoir d'achat.

NS : Non.. je veux parler franchement, j'ai voté pour l'euro et si c'était à refaire, je le referais.

PPA : Oui, mais les commerçants, les industriels en ont profité pour allonger...

NS : Je veux poser deux questions : oui, ça a augmenté les prix et ne pas le reconnaître c'est mentir ou ne pas voir la vérité. Et vous voyez que sur la conjonction des 35 heures qui ont empêché les augmentations de salaire et de l'euro qui a masqué une augmentation des prix, ça a pesé sur le pouvoir d'achat des Français. Il y a une deuxième chose que je veux dire : je crois dans la monnaie unique et je crois dans l'Europe. Mais moi je n'accepte pas la façon dont est géré l'euro. Mais enfin, si ça continue, on ne va plus pouvoir construire un seul avion en Europe. Est-ce que vous savez que, quand l'euro s'apprécie de 10 centimes, AIRBUS a une facture de un milliard d'euros ? L'euro s'est apprécié de 30% par rapport au dollar.

PPA : C'est ce qu'ont dit tous les partisans du non au référendum.

NS : Oui, mais moi je dis que j'étais un partisan du oui, et je dis que je demanderai à nos partenaires de gérer l'euro comme les Américains gèrent le dollar, les Japonais le yen, les Chinois le yuan et les Anglais la livre sterling. Moi je veux qu'on donne la priorité au travail et aux travailleurs, pas à la valeur de la monnaie. La monnaie, ça doit être un instrument au service de la croissance et de l'emploi. C'est possible. Le mot "fatalité" au fond, il ne fait pas partie de mon vocabulaire. Et si je suis candidat à la présidence de la République, c'est pour dire des choses. Alors je vois bien que mes contradicteurs diront : oh, là, il ne faut rien dire, il ne faut rien penser. Mais est-ce qu'on va résoudre les problèmes de la France ? Est-ce qu'on ne voit pas que la promotion est en panne ; que l'intégration est en panne ; qu'on a encore – malgré nos efforts – un peu plus de 8% de chômeurs, quand les Anglais n'en ont que 4 ? Alors, s'il n'y a rien à faire, pourquoi demander qu'on vote pour nous ?

PPA : Il y a un contradicteur, une de vos "contractrices" qui s'est exprimée aujourd'hui sur France Bleu Ile de France, c'est Ségolène ROYAL. Elle parlait du phénomène François BAYROU qui monte, qui monte et elle disait qu'au fond, c'était une démagogie que de penser régler les problèmes en effaçant les clivages politiques et elle parlait même d'une sorte de forme d'imposture. Est-ce que c'est un mot que vous reprendriez à votre compte ?

NS : Non, parce que je n'aime pas les mots, comme ça, qu'on jette à la figure, qui sont si violents alors que la France a besoin d'apaisement et de rassemblement. Et donc imposture, non. François BAYROU...

PPA : Mais c'est un homme de droite, du centre..

NS : Mais je ne sais pas, c'est à lui qu'il faut demander. Je ne suis pas son porte-parole.

PPA : Vous le connaissez, vous avez travaillé avec lui au gouvernement.

NS : Bien sûr que je le connais, c'est quelqu'un avec qui j'ai beaucoup parlé. Qu'est-ce que je peux dire sur François BAYROU ? C'est que j'ai l'impression que ce qu'il propose aux Français, c'est la confusion, alors que les Français ont besoin de clarté. Pourquoi la confusion ? Parce que, quand on dit : on va mettre l'opposition et la majorité dans la même équipe, on ne se pose pas la question de cette équipe. Alors, prenons la question des 35 heures. Si on met majorité, opposition, qu'est-ce qu'on fait sur les 35 heures ? Prenons l'exemple des régularisations globales pour les

immigrés clandestins : la gauche les souhaite, la droite n'en veut pas. Au fond, il propose un système où celui qui appuie sur le frein est toujours plus fort que celui qui appuie sur l'accélérateur. Ca conduit à quoi ? A une forme d'immobilisme. Moi je dis aux Français autre chose : on va faire ensemble les changements. Ensemble, on va s'inspirer de ce qui marche à travers le monde et on va recréer les conditions de la prospérité, de l'innovation et de la création pour notre pays. C'est possible. Ce que les autres ont fait, on va pouvoir le faire tous ensemble. Et au fond, moi ce qui m'intéresse, ce n'est pas de dire du mal des autres, vous savez, parce que c'est tellement classique ; ils en disent tant de moi. Et à l'arrivée, est-ce que ça change le quotidien de ceux qui

nous regardent ? Moi, ce qui m'intéresse, c'est autre chose. Je veux que cette campagne passionne et je veux que les gens se disent ...

PPA : C'est le cas pour l'instant, je vous rassure...

NS : En bien tant mieux ! si on n'a fait que ça, ce n'est déjà pas si mal. Et qui disent : au fond, j'ai compris ce qu'il propose. Et ce que je souhaite, c'est que chacun se dise que dans la société que je veux proposer il aura sa place ; que tout le monde a sa place, quelle que soit la couleur de sa peau, l'origine de son quartier. A une seule condition : qu'on remette le travail au cœur des valeurs de notre société.

## LES CAMPAGNES MILITANTES

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance régulièrement des campagnes militantes. Si vous souhaitez y participer activement, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles. Vous devez nous indiquer les thèmes, les quantités et l'adresse de livraison (par multiples de 5 affiches).



affiches (65x45 cm) : 5 x =      affiches (65x45 cm) : 5 x =      affiches (65x45 cm) : 5 x =      affiches (65x45 cm) : 5 x =      affiches (65x45 cm) : 5 x =      affiches (65x45 cm) : 1 x =      affiches (65x45 cm) : 5 x =

Participation aux frais d'édition et d'expédition (facultative **mais souhaitée**) : minimum 15 euros

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

Nom ..... Prénom.....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Téléphone ..... Portable ..... Télécopie ..... Courriel .....@.....  
 Date et lieu de naissance ..... Je souhaite être adhérent , adhérent actif  ou militant  ?  
 Profession .....

- Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.  
 Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL :  30 € /  50 € /  80 € /  120 € ou plus  
 Je souhaite adhérer au M.I.L. pour l'année ..... :  
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € /  Cotisation couple : 40 € /  Cotisation simple : 25 € /  Cotisation chômeur : 10 €  
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € /  Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €  
 Je désire m'abonner à «Vigilance et Action» :  simple 30 € /  soutien : à partir de 160 €

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

## MIL : La droite civique, gaulliste et patriote

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.